

Côte d'Ivoire : le gouvernement Sarkozy-Fillon organise un putsch et fait bombarder Abidjan

Bas les pattes devant les masses ivoiriennes

La responsabilité des organisations ouvrières, CGT, FO, FSU, UNEF, PS, PCF,... c'est d'exiger :

**Le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises
et de leurs supplétifs de l'ONU**

En toute arrogance coloniale, depuis trois jours, les troupes françaises se déploient à Abidjan, occupent l'aéroport, bombardent les positions de Laurent Gbagbo, interviennent aux côtés des factions et milices soutenant son rival, Alassane Ouattara. À la demande de Sarkozy, l'ONU a voté fin mars une résolution exhortant Gbagbo à « *se retirer immédiatement* » au profit de son adversaire.

C'est un véritable putsch que l'impérialisme français est en train d'organiser pour son propre compte : s'il s'agissait de déloger un « dictateur », tous les alliés de l'impérialisme français devraient y passer – les Sassou, les Bongo et consorts. Mais ceux-là savent les règles : le pétrole à Total, l'uranium à Areva, les bois et ports à Bolloré, les chantiers à Bouygues...

C'est un allié de ce bois-là que Paris veut imposer en Côte d'Ivoire : invoquer les prétendues « élections » de décembre 2010, lors desquelles chaque faction a bourré les urnes et décrété sa « victoire », est une fumisterie.

Du reste, les puissances impérialistes jugent en réalité de la validité des résultats électoraux au degré de soumission à leurs intérêts de ceux qu'ils déclarent vainqueurs. Ainsi, Karzaï fut-il reconnu vainqueur en Afghanistan malgré une fraude électorale à grande échelle reconnue comme telle, y compris par les « observateurs » des puissances impérialistes. Ainsi, Fauré Gnassimé fut intronisé président du Togo par l'impérialisme français alors même que l'armée à ses ordres avait, au vu et au su de tous, volé les urnes pour pouvoir plus aisément les bourrer.

Mais face à un Gbagbo sanguinaire mais indocile, Ouattara - ancien ministre d'Houphouët-Boigny, ancien vice-président du FMI, ami du tyran Compaoré qui lui fournit ses mercenaires, proche de Martin Bouygues, marié à Neuilly par Sarkozy à une magnate de la Francafrique – constitue le poulain idéal.

L'impérialisme français est le premier responsable de la situation : c'est sous l'égide de Chirac qu'en 2002, un premier coup d'Etat échouait contre Gbagbo. C'est depuis l'Élysée que, dès lors, a été maintenue la division du pays entre factions dressées les unes contre les autres sur des bases ethniques. La force française Licorne, flanquée de l'ONUCI, s'arroge, elle, un rôle d'« arbitre » éminemment partial : en 2004, pour imposer les diktats de Paris, les troupes françaises ont détruit l'aviation ivoirienne, occupé l'aéroport d'Abidjan, tiré sur les manifestations et fait des dizaines de victimes. Et c'est aux conditions dictées par Paris qu'ont eu lieu les « élections » présidentielles, sans même que les milices soient désarmées !

En intervenant pour porter le coup de grâce à Gbagbo, l'armée française signe son forfait. Fort de son « expertise » africaine, Juppé, déjà ministre du temps du génocide rwandais, déclare aujourd'hui sur RFI : « *Ce qui m'intéresse maintenant, c'est la suite en Côte d'Ivoire, c'est-à-dire la reconstruction de ce pays qui est dévasté depuis des années (...)* Et c'est cela que la France aidera à faire. » Voilà la grande affaire : la prorogation, coûte que coûte, des richesses extorquées à la Côte d'Ivoire, entre le couteau de la force Licorne et l'entrave d'une prétendue « dette » infligée aux masses du pays.

Alors, contre cette opération néo-coloniale, la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier est posée : mais le PCF botte en touche et demande... à l'ONU d'organiser l'« *arrêt immédiat de l'engagement militaire français* », le PS reprend à son compte le refrain de l'Élysée : « *Laurent Gbagbo doit enfin reconnaître sa défaite électorale (...)* Le Parti socialiste soutient les initiatives de l'ONU et des forces mandatées par elles ». Quant aux dirigeants syndicaux, CGT, FO, FSU, UNEF, ils n'ont qu'un mot d'ordre : silence dans les rangs ! C'est la reproduction à l'identique de la même orientation de soutien au gouvernement Sarkozy-Fillon en Libye.

Ce silence complice doit être brisé. Il faut se regrouper pour exiger d'eux qu'ils rompent leur soutien au gouvernement, se prononcent au contraire pour :

Le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises de Côte d'Ivoire, de leurs supplétifs de l'ONU

Ainsi seulement serait posée la première pierre d'une réelle indépendance de la Côte d'Ivoire, dégagée des griffes mortelles des grands groupes capitalistes français, de leurs commis au pouvoir.

Le 6 avril 2011